

# 54. fraude irs

## La fraude IRS

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Les auteurs de tout ce crime contre la population de ce pays et de nombreux autres pays ont toujours utilisé les tribunaux comme agents de recouvrement, mais ils ont été confrontés à un dilemme - les tribunaux administratifs, d'amirauté et commerciaux maritimes dont ils disposaient dans le cadre de leur légitime fonctions de sous-traitants de notre gouvernement américain, n'ont jamais été conçus pour s'adresser aux gens et les formes de droit qu'ils pratiquaient n'étaient pas conçues pour les gens non plus.

Ainsi, comme nous l'avons vu, ils ont illégalement converti l'identité des gens et les ont imités comme des choses --- des "personnes". Nous avons été dénaturés et redéfinis et usurpés d'identité en tant que domaines, services publics de transmission, véhicules à usage spécial, sociétés commerciales à but lucratif, et bien sûr, "contribuables" ---- autrement connus sous le nom d'adjudants au British Merchant Marine Service, chargés de la collecte des tarifs et des droits d'accise sur les salaires des marins pour le monarque britannique --- et tout cela à notre insu. Si nous leur permettons de s'en tirer, ils nous appelleront également des organismes génétiquement modifiés dans notre dos.

Le tribunal fiscal est un tribunal administratif spécial qui n'existe techniquement que dans les limites de la municipalité de Washington, DC. bien qu'ils envoient leurs juges comme des coureurs de circuit pour tenir le tribunal dans d'autres endroits. La Cour de l'impôt administre la perception des paiements de secours de tous les employés des deux sous-traitants de la société municipale et de leurs franchises, de retour à leurs sociétés mères et, finalement, aux directeurs d'exploitation responsables de ces sociétés.

Le travail de la Cour de l'impôt consiste donc à percevoir des impôts sous de faux prétextes.

Le premier faux prétexte est que les personnes qu'ils collectent ne sont pas des personnes vivantes.

Le plus souvent, les personnes vivantes qu'ils collectent ne sont pas des employés fédéraux de l'une ou l'autre bande et n'ont aucun revenu lié au gouvernement fédéral, il y a donc un autre faux prétexte appliqué --- l'hypothèse que tout le monde est d'une manière ou d'une autre, un dépendant de les sociétés fédérales. L'Internal Revenue Service, Inc., qui perçoit l'impôt fédéral sur le revenu auprès des militaires et de l'IRS municipal, INC., Qui perçoit auprès de tout le monde,

sont des agences de recouvrement étrangères, privées à but lucratif. Ils ne sont en aucun cas associés à notre gouvernement américain, mais comme d'autres agences de ce type, ils se présentent trompeusement au peuple de ce pays comme s'ils faisaient partie de notre gouvernement, et aussi comme s'ils avaient le pouvoir de s'adresser à notre peuple, quand ils ne le font pas.

L'Internal Revenue Service, Inc. perçoit une taxe d'accise sur les salaires de tous les marins britanniques, y compris les contribuables --- les officiers chargés de percevoir cette taxe, et qui, par la suite, remboursent cette taxe au monarque britannique.

L'IRS, INC., perçoit une taxe sur les cadeaux et les successions prélevée sur les reçus de tous les autres "personnes" qui sont simplement présumées exister.

Ces deux organisations abusent régulièrement des Américains qui n'ont rien à voir avec leurs opérations et pas un sou du revenu fédéral. Les deux organisations abusent des services de courrier pour faire ce sale boulot. Ils présentent trompeusement leurs factures comme s'ils venaient du Département du Trésor des États-Unis --- qui, comme nous l'avons vu, est une marque appartenant à notre sous-traitant de la République fédérale américaine, dont les actifs ont été illégalement et illégalement saisis et vendu en 1924, sans préavis ----- et qui est maintenant une marque déposée abusée à des fins de fraude par le Fonds monétaire international.

Ces deux organisations, l'Internal Revenue Service et l'IRS, ont fait leurs débuts en tant qu'Inquisition de l'Église catholique romaine.

Les Papes d'alors ont commencé cette collection qu'ils ont appelée "Peter's Pence" au début des années 1100. C'était une collection spéciale pour aider à défrayer les coûts des croisades. Il était dû tous les 15 avril et était perçu comme un total de dix pour cent des gains annuels des paroissiens. Un membre de l'Ordre dominicain, les gentils gars qui dirigent l'Inquisition, se présenterait avec deux soldats armés et si, pour une raison quelconque, ils soupçonnaient qu'un homme ou une famille ne donnait pas et ne donnait pas généreusement, les retardataires seraient soupçonnés de déloyauté envers l'Église et pourrait plus tard dans l'année être accusé d'hérésie ou de sorcellerie et soumis aux autres services bien connus de la Inquisition.

Rien n'a beaucoup changé. La collection a toujours lieu le 15 avril, les personnes souffrant de cette collection sont toujours terrifiées à l'idée de contribuer. Une différence importante est que les gens qui font la collection ignorent totalement ce qu'ils font et imaginent qu'ils travaillent pour notre gouvernement.

Récemment, l'Église catholique romaine a commencé une nouvelle collection Peter's Pence qui a lieu le 15 juin. Il est censé fournir une aide et un secours aux réfugiés et autres malheureux, mais jusqu'à présent, il n'a pas été appliqué à cette fin.

Toute cette opération est supervisée par un commissaire qui, comme nous l'avons déjà vu, est un bureau qui n'existe pas dans notre gouvernement américain.

L'histoire de la taxe elle-même dans ce pays est assez simple. Il a d'abord été introduit comme une taxe sur les salaires dans les conditions d'emploi évaluée par rapport aux salaires des employés fédéraux. La Cour suprême a annulé cela. Ensuite, il a été introduit comme un impôt volontaire, un cadeau des employés fédéraux reconnaissants pour le privilège d'avoir un emploi au gouvernement. La Cour suprême ne pouvait rien faire contre une taxe volontaire et le vieux mal a donc pris pied dans ce pays, bien que le titre 26, le soi-disant Internal Revenue Code, n'ait jamais été promulgué comme une loi positive et que les agents n'aient jamais été autorisés à porter des armes à feu.

Ce qui a commencé comme une taxe sur les «cadeaux» des employés fédéraux et toujours déformé comme étant volontaire depuis, s'est transformé en l'un des régimes fiscaux les plus chers, brutaux et mal administrés au monde.

La population générale a largement échappé à l'impôt fédéral sur le revenu pour la simple raison que la plupart des gens n'ont pas de revenu fédéral en premier lieu --- jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il a été redéfini comme un "impôt sur la victoire" spécial". Les travailleurs américains ont été invités à verser un montant égal aux déductions prélevées sur les salaires des employés fédéraux dans le cadre de l'effort de guerre, et des millions d'Américains se sont inscrits. Cette taxe devait prendre fin à la fin des hostilités qui, la plupart des gens d'accord, se sont produites en septembre 1945, mais l'Internal Revenue Service, Inc. et l'IRS, INC. ont quand même continué à collecter auprès des Américains de base. Le Congrès territorial coupable a négligé d'abroger ou de fixer une date de fin pour l'impôt sur la victoire une fois la victoire remportée.

À l'époque, c'était un montant plutôt insignifiant et personne ne se souciait beaucoup de deux dollars supplémentaires par semaine prélevés sur leurs chèques de paie pour "soutenir le gouvernement". Beaucoup de gens ont oublié la taxe sur les victoires et comment ce sont ces travailleurs américains de base qui ont commencé à payer une taxe fédérale sur les employés --- y compris les commissaires de l'IRS. En un rien de temps, cet impôt "volontaire" était appliqué comme une obligation contractuelle privée et les contributions sont passées de quelques dollars par semaine à 30% ou plus des gains de la victime par an.

Cette même technique consistant à imposer quelque chose contre les employés fédéraux comme condition d'emploi, puis à l'imposer au grand public via l'hypothèse et la présomption, est utilisée depuis. Témoin des soi-disant «mandats fédéraux» de Joe Biden lors de la récente campagne de génocide. Tous les employés de la fonction publique fédérale devaient porter des masques et prendre des photos, et techniquement, il pouvait imposer cela comme condition d'emploi. Des millions d'Américains moins instruits ont entendu les mots «mandat fédéral» et pensaient qu'ils devaient aussi y obéir.

C'est la même chose avec l'impôt fédéral sur le revenu. Les employés fédéraux doivent le payer, donc l'hypothèse est que tout le monde le fait aussi ---- et ce malentendu est activement promu par les sous-traitants de la Municipal Corporation --- avec la non-divulcation nécessaire pour maintenir ce stratagème de fraude scandaleux contre les Américains.

L'Internal Revenue Service, Inc. et l'IRS, INC. N'ont jamais été autorisés à porter des armes à feu, mais ils ont contourné cela en empruntant les services du Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu qui ont obtenu le droit de porter des armes à feu dans le cadre de leur pouvoir d'application réglementaire sur la fabrication, le transport et la vente interétatiques d'alcool, de tabac et d'armes à feu. Le BATF effectue l'application des armes à feu pour l'IRS et remplace régulièrement les agents de l'IRS pour les aider.

Et maintenant, nous bouclons la boucle et comprenons enfin pourquoi l'Internal Revenue Service, Inc. / IRS, INC crée ces Masterfiles codés, inventant des histoires fictives sauvages sur chaque Américain, et nous comprenons également pourquoi dans tous les cas ces faux récits imaginent la victime dans certaines affaires louches impliquant de l'alcool, du tabac ou des armes à feu. Ils le font pour garantir un pouvoir d'exécution armé jamais accordé à l'Internal Revenue Service / IRS et ils mentent catégoriquement pour justifier l'implication du BATF.

Au fil du temps, ce même système de faux-maîtrise a été utilisé pour promouvoir le blanchiment d'argent, car les revenus provenant d'autres activités illégales et immorales et illégales doivent être comptabilisés d'une manière ou d'une autre, et les revenus de tous ces faux "personnes" prétendument opérant à l'étranger et engagés dans le gouvernement fédéral les activités réglementées fournissent également un faux système de comptabilité pratique à d'autres fins criminelles.

De nombreux Américains ont été étonnés de recevoir des factures de l'Internal Revenue Service ou de l'IRS disant qu'ils doivent des millions de dollars en impôts non déclarés ou en souffrance, lorsque leurs revenus annuels totaux étant déformés en tant que revenus, sont inférieurs à \$ 30 000,00 par an.

Chaque année, des millions et des millions d'Américains sont maltraités en tant que «contribuables» et reçoivent des factures par la poste, exigeant le paiement de cette taxe «volontaire», et sont menacés de saisie de leurs maisons et de leurs entreprises et même de prison s'ils ne le font pas payer - quand le fait est qu'ils n'ont aucun revenu fédéral et ne doivent aucun impôt fédéral sur le revenu. Ils ont été dupés en signant un formulaire 1040 dans des conditions de tromperie et de non-divulcation, et cela crée non seulement un contrat convenant qu'ils sont un "contribuable" --- c'est-à-dire un adjudant maritime marchand britannique, mais les soumet à les sanctions de parjure concernant également un tel officier.

Ces sanctions sont exigées en vertu de la loi sur l'amirauté et elles sont extrêmement sévères. Chaque année, nous recevons des rapports cauchemardesques d'Américains innocents se faisant confisquer leurs biens par ces vermines et jetés en prison et contraints de contracter avec eux. Malgré nos objections aux magistrats locaux et aux responsables des sociétés du district et des organisations municipales, ces pratiques se poursuivent.

La nature de l'ensemble de ce système en tant que programme coordonné de secours et opération de racket effectuée par les sous-traitants de la Municipal Corporation et leurs franchises et agences est apparente.

Nous souhaitons que l'Internal Revenue Service, Inc. et l'IRS, INC. Soient fermés en tant que syndicats du crime organisé engagés dans le racket et l'extorsion sur nos côtes. Nous souhaitons que le crédit obtenu illégalement auprès d'Américains qui n'ont pas reçu de revenu fédéral soit restitué aux victimes de cette arnaque.

Nous souhaitons que toutes les poursuites fondées sur ce système s'arrêtent et soient libérées sans autre commentaire.

Nous souhaitons le remboursement de tous les biens physiques américains illégalement et illégalement saisis et confisqués en vertu de ces tromperies et sous la couleur de la loi.

Nous souhaitons que chaque Américain qui a passé du temps en prison pour des impôts fédéraux qu'il ne devait pas, soit généreusement indemnisé pour son temps, ses souffrances et ses dommages à sa réputation personnelle et professionnelle.

Nous souhaitons que le FMI ou toute société détenant désormais la marque de commerce du "Département du Trésor des États-Unis" et de tout ou partie des noms et marques similaires, cessent et s'abstiennent de les utiliser; ces marques appartiennent aux départements de notre République fédérale et personne et rien d'autre ne leur revendique de façon valable.

Nous souhaitons également que le FMI cesse et s'abstienne plus spécifiquement de l'utilisation abusive et de l'abus de ces marques à des fins illégales, coercitives et frauduleuses liées à la perception de l'impôt fédéral sur le revenu ou de toute autre forme de dette présumée, car cela donne la fausse impression que notre sous-traitant fédéral américain est impliqué, alors que ce n'est pas le cas.

Ces sous-traitants de la Municipal Corporation peuvent avoir le droit, en tant qu'entités étrangères, de percevoir un retour des employés fédéraux comme condition d'emploi ou comme cadeau retourné au monarque britannique par des sujets réellement reconnaissants, mais ils n'ont aucune autorité, aucun droit et aucune raison valable pour abuser des Américains.

Nous notons également que toutes ces exigences pour que les employés fédéraux se soumettent à l'impôt fédéral sur le revenu doivent être énoncées et divulguées en détail, ainsi que d'autres impacts de l'emploi fédéral sur le statut politique et les garanties constitutionnelles, si un contrat valide avec des demandeurs d'emploi américains est exister.

Délivré par:

Anna Maria Riezinger, fiduciaire

États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994

Big Lake, Alaska 99652

19 avril 2023

-----  
Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: [www.annavonreitz.com](http://www.annavonreitz.com)